

J'AI DEMANDÉ UN RAPPORT

MATHIAS ROUX

A stylized black and white illustration of a hand holding a white rectangular card. The hand is shown from the side, with fingers curled around the top edge of the card. The sleeve of a dark suit jacket and a white shirt cuff are visible. The card contains the text:

LA
POLITIQUE
EST-ELLE
UNE AFFAIRE
D'EXPERTS ?

Flammarion **Antidote**

Extrait de la publication

Anti dote

HALTE AUX CONSENSUS MOUS,
AUX FAUSSES ÉVIDENCES,
À L'OPPOSITION STÉRILE DES EXPERTS!
BIENVENUE À TOUS CEUX
QUI VEULENT SE CONSTRUIRE UN AVIS,
PAR EUX-MÊMES ET POUR EUX-MÊMES.
IMPERTINENTS ET CRITIQUES,
CES PETITS ANTIDOTES LEUR SONT DÉDIÉS.

Le plus souvent,
le peuple ne fait pas ce qu'on lui dit :
il vote mal – il ne maîtrise pas les *dossiers*,
il vote avec ses tripes.
On dit qu'il est préférable de s'en remettre
au consensus des *experts*, au risque
d'éteindre la passion de la politique.
Faut-il alors réserver
le vote à ceux qui *savent* ?

J'ai demandé un rapport

DANS LA MÊME COLLECTION

Yann Dall'aglio, *Une Rolex à 50 ans – A-t-on le droit de rater sa vie ?*

Mathias Roux, *J'ai demandé un rapport – La politique est-elle une affaire d'experts ?*

Guillaume Pigéard de Gurbert, *Fumer tue – Peut-on risquer sa vie ?*

Normand Baillargeon, *Liliane est au lycée – Est-il indispensable d'être cultivé ?*

Mathias Roux

J'ai demandé un rapport

*La politique est-elle
une affaire d'experts ?*

Flammarion **Antidote**

Mathias Roux enseigne la philosophie
au lycée Dumézil à Vernon (Eure).

© Flammarion, Paris, 2011.
ISBN : 978-2-0812-5621-7

Pour Anne-Laure Egéa.

INTRODUCTION

La démocratie contre le peuple

« Les peuples, quoique ignorants, sont capables d'apprécier la vérité... »

MACHIAVEL, *Discours sur la première décade de Tite-Live*.

La démocratie, c'est le meilleur des régimes tant que le peuple ne vote pas. À l'Assemblée, sur les plateaux de télévision, à la radio, dans les tribunes des journaux, chacun se drape dans les oripeaux de la démocratie dès qu'il est question de défendre un point de vue minoritaire, lever un tabou ou s'indigner d'une insupportable discrimination. Dans ces cas-là, distribuer et écouter la parole de l'autre en s'évertuant à ne pas l'interrompre suffit aux intervenants d'un débat à se féliciter de vivre en démocratie et à rappeler que ce n'est pas encore le cas partout. Pour peu que les codes de la bienséance médiatique aient bien été respectés

(ne pas parler trop longtemps et quand on vous le demande), on rivalisera pour saluer l'esprit de tolérance, de respect qui anime les présents ou louer « le message positif envoyé en faveur du vivre-ensemble »... Mais le peuple, lui, n'a que très rarement l'occasion de recevoir des brevets de démocratisation. Car, le plus souvent, il ne fait pas ce qu'on lui dit : il vote mal. Vite dit et à dire vrai, la seule vraie faiblesse de la démocratie, c'est le vote populaire. On admettra toutefois que ce n'est pas un mince problème...

En 2006, pour inciter les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales, des messages un peu niais – les campagnes d'information peuvent-elles être autrement ? –, circulaient, du type de ceux-ci : « La démocratie ne s'use que si on ne s'en sert pas », « Si tu ne t'occupes pas de politique, la politique s'occupera de toi », etc. Du point de vue des élites, des milieux autorisés, de ceux qui savent et qui sont toujours prompts à dénoncer l'aveuglement populaire, cela donnerait plutôt : « La démocratie ne s'use que si on s'en sert » ou « Pour que la politique s'occupe de toi, surtout ne t'en occupe pas ! » Mais n'est-ce pas, au fond, banalement normal ? Car le peuple ne sait pas tout, il n'a pas conscience de la complexité des enjeux qui lui sont soumis, il ne maîtrise pas les *dossiers*. Il a tendance à voter avec ses tripes plus qu'avec sa tête,

à s'opposer plus qu'à adhérer, à s'entêter plus qu'à vouloir. Il est mû par des ressorts passionnels davantage que par la raison. Engoncés, englués même dans la particularité de leur situation et de leurs difficultés, les individus ne peuvent pas s'élever à l'altitude suffisante, celle du savoir qui offre une vue générale et englobante sur les multiples dimensions d'un problème. Aussi faut-il en appeler à la raison de ceux qui, parce qu'ils côtoient experts et lobbyistes de tout poil, savent véritablement où se situe l'intérêt général et, avec eux, se passer du suffrage populaire.

Voire, parfois, passer outre. Comme en 2007, où le Congrès réuni à Versailles (le symbole est intéressant) contredit la volonté du peuple en adoptant une forme simplifiée du Traité établissant une constitution pour l'Europe dont la ratification avait été rejetée par référendum le 29 mai 2005 à une large majorité d'électeurs (54,68 %). Renvoyé en cuisine, le plat revenait une seconde fois en salle légèrement réchauffé mais, cette fois-ci, seuls les fins palais capables d'apprécier l'apport considérable de ce texte à la construction européenne étaient invités à y goûter. En l'occurrence, il avait suffi d'une cure d'amaigrissement et d'un arrangement cosmétique pour que l'ancien traité repa-
raisse, expurgé cette fois de toute référence à l'idée

de constitution qui aurait exigé qu'on fasse à nouveaux frais la périlleuse épreuve du suffrage universel. Si le plat était différemment monté, les ingrédients, eux, ne changeaient pas, comme s'en vantaient les concepteurs du texte eux-mêmes. Députés et sénateurs, droite et gauche confondues, approuvaient le 4 février 2008 par 560 voix contre 181 la révision de la Constitution, préalable à la ratification simplifiée du nouveau traité dit de Lisbonne, formalité accomplie quelques jours plus tard par le Parlement. La représentation nationale venait de s'asseoir, sans vergogne aucune, sur le vote populaire. À moins de brandir la théorie du complot de l'oligarchie contre le peuple, explication dont le principal défaut est qu'elle n'en est pas vraiment une, sans doute ne peut-il y avoir d'autre motif à cette absence de scrupule que l'absolue certitude de la classe politique française de se trouver du côté de la Vérité...

Il suffit d'observer les réactions au lendemain du rejet du traité constitutionnel pour comprendre le cheminement qui mènerait les politiques, avec la complicité des experts et des éditorialistes, à l'imposer deux ans plus tard. Toutes partageaient un double diagnostic : le peuple a mal voté car le texte était trop compliqué pour lui et parce qu'il se méfie de tout ce qui concerne l'étranger en

général. En résumé, le peuple ne sait pas et il est xénophobe. Dans des termes plus choisis, cela donnait : « Nous avons manqué de pédagogie pour expliquer le traité » ou « Les difficultés sociales favorisent la désignation d'un bouc émissaire, le rejet de l'autre, donc de l'Europe ». Certains ne prirent pas tant de gants. « Ce sont des cris de douleur, de peur, d'angoisse et de colère que l'électorat de gauche a poussés dans les urnes, à l'occasion du référendum [...]. À l'arrivée, un désastre général et une épidémie de populisme qui emportent tout sur leur passage, la construction européenne, l'élargissement, les élites, la régulation du libéralisme, le réformisme, l'internationalisme, même la générosité », se lamentait Serge July dans *Libération* (30 mai 2005). C'est bien connu : le peuple crie quand il a peur et ne voit jamais plus loin que le bout de ses frontières ! « Par nationalisme, par xénophobie, par dogmatisme ou par nostalgie, [les partisans du « non »] voulaient se débarrasser de cette Europe qui barre l'horizon », pontifiait à son tour Jean-Marie Colombani dans *Le Monde* (31 mai 2005). Quant à Philippe Val, il ciblait les quelques rares voix médiatiques discordantes coupables, à ses yeux, d'un « poujadisme [consistant] non pas à encourager les timides à s'y mettre, mais à légitimer la médiocrité en lui trouvant systématiquement des causes extérieures afin

de déresponsabiliser l'individu de tous ses ratages », véritable « machine à transformer la haine de soi en haine de l'autre » (*Charlie Hebdo*, 22 juin 2005, citations extraites d'un dossier du site d'observation et d'analyse des médias, Acrimed.org). La fureur provoquée par un résultat non conforme aux prescriptions de la très grande majorité des élites politiques et économiques et de leurs relais médiatiques prit en général la forme d'un trépignement tautologique : à travers les stigmates du populisme et du poujadisme, de quoi, au fond, accusait-on le peuple, sinon d'être lui-même, tragiquement conforme à sa nature ? Plus subtils, certains usages lexicaux trahissaient l'impensé des commentateurs autorisés quant au rôle du référendum : en déplorant son échec, ils signifiaient qu'une route avait été tracée en direction d'un but (l'intégration européenne) et que le passage par le suffrage universel n'en constituait qu'une étape. Le « non » se présentait alors comme un aléa, un caillou dans le mécanisme, quelque chose qui compromettait le processus ; en bref, tout sauf une réponse politique à une question politique. L'échec du référendum présuppose que le « oui » était attendu comme synonyme de succès. De plus, sur un plan strictement grammatical, l'emploi du mot relève du solécisme ; le référendum n'a pas échoué puisqu'il a bien eu lieu et

a même connu, au regard de l'enjeu démocratique, un franc succès avec un taux de participation très satisfaisant (près de 70 %) pour un texte aussi ardu. Mais, résume l'économiste Frédéric Lordon dans *La Procession des fulminants* (www.fredericlordon.fr), « le monde réel contredit le monde voulu, et cet attentat au désir des Grands est un choc si insupportable que le monde lui-même est déclaré abominable. Le comble de l'abominable c'est le fascisme ; le non est donc fasciste. C'est évident, c'est mathématique, c'est psychotique. En tout cas c'est nécessaire, parce que sinon c'est incompréhensible. Ce qui a été si ardemment, si raisonnablement voulu par les Grands ne peut être rejeté que par les pulsions les plus basses, la part la plus mauvaise du monde, le Mal en personne(s) ».

La seconde explication de l'échec relève moins du registre de l'animalisation que de l'infantilisation du peuple en pointant le manque de pédagogie dont on (mais qui ? qui doit expliquer au peuple ?) aurait fait preuve pour présenter les enjeux. Au fond, il fallait même regretter qu'en raison de sa longueur et de sa technicité, ce texte ait été soumis à l'appréciation des citoyens sans leur en livrer les tenants et les aboutissants (douze

pages de « profession de foi gouvernementale » en faveur du « oui » avaient pourtant été envoyées à chaque électeur !). Les sachants retournaient donc un peu de leur colère contre eux-mêmes, mais lestés d'un complexe de supériorité à la mesure de leur déni de réalité. Pour seule preuve, indiquons l'étymologie de ce mot dont on nous rebat les oreilles depuis plusieurs années maintenant : en grec, *paidagôgia* désigne la direction ou l'éducation des enfants, expression elle-même dérivée de l'action de le mener par la main...

Jamais, pourtant, le public ne s'était autant intéressé à l'Europe ; réunions, collectifs, publications, listes de diffusion, impossible d'énumérer toutes les initiatives par lesquelles des millions de personnes se sont elles-mêmes saisi de la question bien au-delà des cercles militants traditionnels. Faut-il aussi mentionner la très large part consacrée à cette campagne par les médias – dans la plupart des cas, favorables au « oui » ? Non seulement le corps électoral n'avait pas besoin qu'on lui prenne la main mais, en plus, son intérêt et son niveau d'information étaient étonnamment élevés pour un tel scrutin.

Hasard ou prémonition, le rapport commandé six mois plus tôt par le Premier ministre et intitulé *La Fracture européenne. Après le référendum du 29 mai*

2005 : 40 propositions concrètes pour mieux informer les Français sur l'Europe (La Documentation française) parut au lendemain du scrutin. Son introduction figure au premier rang de l'anthologie de la contradiction. Jugeons plutôt : « Qui aurait parié, il y a quelques mois encore, sur l'intérêt des Français pour la Constitution européenne [il s'agissait donc bien de ça !] ? Qui aurait imaginé que l'Europe occuperait le débat public sur une si longue période ? Des plateaux de télévision aux rayons des librairies, des estrades publiques aux comptoirs des cafés, l'Europe est sortie de l'indifférence. Enfin ! Pourtant, le 29 mai 2005, l'Europe a aussi révélé les fractures et les conséquences, pourtant prévisibles, du déficit structurel d'information de nos concitoyens sur la construction européenne. Les villes face aux campagnes, les jeunes contre les vieux, les riches et les pauvres, les savants et les ignorants : la campagne référendaire fut aussi celle d'un certain (*sic*) ressentiment et d'un désarroi de l'opinion publique. Mais elle fournit des indications précieuses quant au chemin à suivre pour rendre l'Europe plus populaire. » Vous avez bien lu : dans l'esprit du haut fonctionnaire qui rédigea ce stupéfiant liminaire, plus les Français s'informent, plus ils entretiennent leur ignorance et cultivent leur ressentiment. N'en

jetez plus... Si désarroi il y eut, il fut nettement perceptible dans l'abandon de toute forme de logique et de mesure chez les prescripteurs d'opinion !

Pourquoi, dira-t-on, revenir sur cet épisode aussi hexagonal que lointain, ravalé depuis au rang de péripétie par le vote de 2008 ? Parce que, d'abord, la question européenne représente l'exemple même de la confiscation de la politique par les experts et que, depuis, l'apparente technicité des enjeux autorise toujours davantage les gouvernants à priver le peuple de la parole de sa représentation et de sa souveraineté en faisant assaut de nominations de commissions et de rapports de spécialistes en tous genres. Parce qu'ensuite, la configuration idéologique entraperçue ne cesse de se renforcer jour après jour pour s'imposer aux consciences. Poussant les citoyens à s'exclure du débat politique par conviction qu'ils ne connaissent pas le dossier et produisant, plus sourdement, des effets de censure cachés en balisant d'avance le territoire du politiquement pensable et du débat. Parce qu'enfin, la France ne fut pas la seule à subir pareille mésaventure : il arriva exactement la même chose aux Hollandais. Quant aux Irlandais, ils furent sommés de revoter après leur rejet par référendum d'un amendement de leur constitution nécessaire à la ratification du Traité.

INTRODUCTION

Ce livre se propose de s'attaquer aux ombres portées de la lumière aveuglante de quelques évidences. Et d'en relever, chemin faisant, la charge politique. Il défendra une thèse dont Cornélius Castoriadis a livré l'énoncé sous la forme suivante : « La politique n'est pas une affaire d'*épistémè* [science] mais de *doxa* [opinion] – et cela est la seule justification non procédurale du principe majoritaire. [...] Toutes les *doxai* ne sont pas équivalentes, et il y a une sorte de savoir en politique, qui n'est pas “science” mais affaire de jugement, de prudence et de vraisemblance. Quant à la réalité contemporaine, elle tend plutôt à réaliser le contraire de cette dissociation du savoir et du pouvoir » (*Figures du pensable*, 1999).



Mise en page par Meta-systems
59100 Roubaix

N° d'édition : L.01EHBN000419.N001
Dépôt légal : septembre 2011